

Cocorico : la France compte plus de millionnaires que les autres

Par Pierre Haski | Rue89 | 12/10/2010 | 07H09



Voilà une statistique qui fait chaud au cœur alors que démarre une journée d'action contre la réforme des retraites : la France est riche. Ou plutôt, la France compte beaucoup de riches : un millionnaire sur onze (en dollars) dans le monde est Français. La France serait même le troisième pays au monde par le nombre de millionnaires, alors qu'elle n'est « que » la sixième ou septième puissance économique mondiale.

L'annonce tombe à pic, et on ne peut pas soupçonner l'institut de recherche du Crédit suisse, à l'origine de ce rapport annuel sur la richesse mondiale, d'avoir fait exprès de rendre publique son étude cette semaine pour encourager tous ceux qui pensent qu'il suffirait de « prendre aux riches » pour rétablir les comptes de la nation, et singulièrement ceux de la retraite.

La France, selon cette étude, compte pas moins de 2,2 millions de millionnaires, soit 9% du total mondial : c'est moins que les Etats-Unis et le Japon, mais plus que les autres pays d'Europe. La France a le quart des riches d'Europe, et dépasse, dans un ordre plutôt surprenant, Italie, Grande-Bretagne, Allemagne, ce qui ne correspond pas à la richesse nationale globale ni à l'ordre du PIB par habitant du continent qui mettrait plutôt l'Allemagne en tête.

Elle est, de surcroît, toujours loin devant la Chine qui croît vite mais ne compte « que » 3% des millionnaires du monde alors qu'elle est devenue la deuxième puissance économique globale et compte 20% de la population mondiale.

La semaine dernière, l'Insee, pas le Crédit suisse (chacun son boulot), avait publié une autre statistique éclairante sur l'état de la France : celle du nombre de pauvres, qui s'élève à 8 millions. Selon cette étude, pas moins de 13% de la population française dispose de moins de 949 euros par mois pour vivre. La moitié des Français bénéficie de moins de 19 000 euros par an.

Que dans un pays, il y ait des riches et des pauvres, rien que de plus normal, n'est-ce pas ? Plus intéressante est l'évolution au cours de la dernière décennie dans ces deux extrêmes de la société.

- Chez les riches d'abord : selon le Crédit suisse, la richesse par adulte en France a triplé entre 2000 et 2007, avant de refluer de 15% depuis. Ce bond a été permis par la forte appréciation de l'euro par rapport au dollar et le faible taux d'endettement des ménages.
- Chez les pauvres ensuite : selon l'Insee, « le taux de pauvreté a décru de 1996 à 2004 pour se stabiliser ». Entre 2007 et 2008, le nombre de pauvres a légèrement diminué (de 13,4% à 13% de la population), mais uniquement grâce à l'augmentation du nombre de bénéficiaires d'allocations d'aides sous condition de ressources.

Cette double évolution fournit une toile de fond intéressante à la confrontation sociale qui s'annonce. Dans un pays qui compte un quart des millionnaires en dollars d'Europe, comment se fait-il que la perception d'une grande majorité des Français soit celle d'une menace de déclassement, d'une dégradation progressive de leur niveau de vie, d'entorses aux principes d'égalité qui fondent la République ?

Du « bouclier fiscal » au « boulet électoral »

Il est intéressant, dans un tel contexte, de constater que l'UMP a amorcé la remise en question du « bouclier fiscal » qui fut la plus grande erreur politique de Nicolas Sarkozy à son arrivée à la tête de l'Etat, et qui, de « bouclier », devient plutôt un « boulet » à mesure que les échéances électorales approchent. Nicolas Sarkozy a d'autant plus du mal à se défaire de l'image de « Président de riches » que, de fait, au-delà du bling-bling, ça correspond à la réalité politique.

Mais dans un tour de passe passe dont les hommes politiques ont le secret, les ballons d'essai de l'UMP conditionnent l'abandon du « bouclier fiscal » à l'abandon de l'Impôt sur les fortunes (ISF) en tant que tel, rien que ça !

Cette proposition a peu de chances d'être audible pour les manifestants de mardi, qui s'appuient sur un solide deux tiers de l'opinion soutenant leur mouvement et refusant la réforme proposée des retraites, malgré des mois de « pédagogie » officielle qui n'a pas convaincu.

La France est un pays riche qui va mal. Cette idée ne manquera pas de trotter dans la tête des manifestants de mardi. Ils peuvent remercier le Crédit suisse de le leur avoir opportunément rappelé lundi.